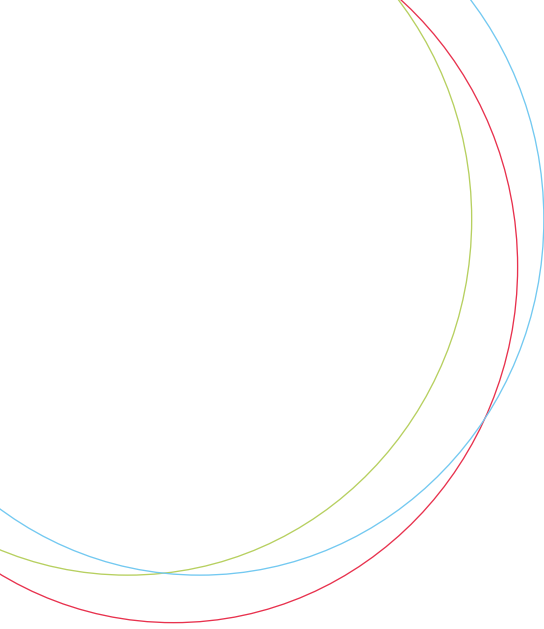


Transition ÉCOLOGIQUE

**Bilan et perspectives
2024 - 2025**





Ce document est édité par
l'Agence de services et de paiement.

ASP
2 rue du Maupas
87 000 Limoges

Réalisation :
Mission communication et études

Coordination et rédaction :
Laurence Serrano, Benjamin Garnier

Remerciements :
Bruno Antiq, Nicolas Momper, Céline Granet,
Didier de Cubber, Stephen Demesy, Jérémie Tardien,
Francis Delage, Gino Narain, Fanny Rault, Céline Gady-Feyssat

Création graphique :
Blanche Vedel

Crédits photos :
© Shutterstock, © ASP DR,
© Bertrand Badin, © Nouvelle-Aquitaine Mobilités,
© La Gazette Nord-Pas de Calais

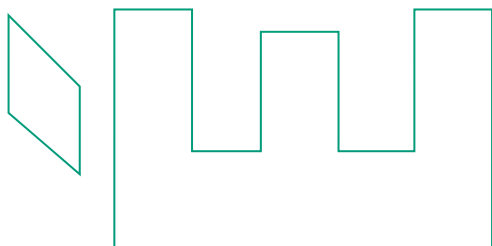
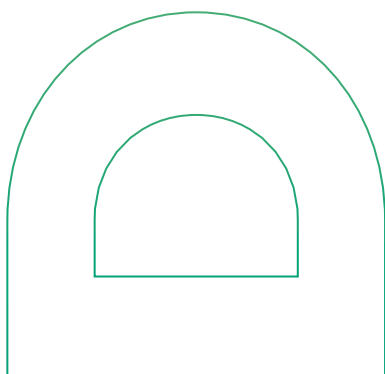
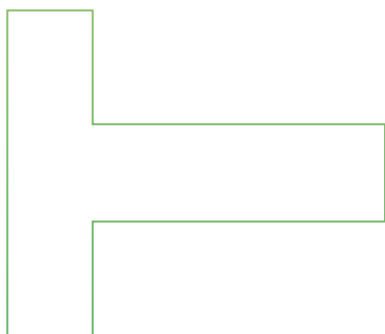
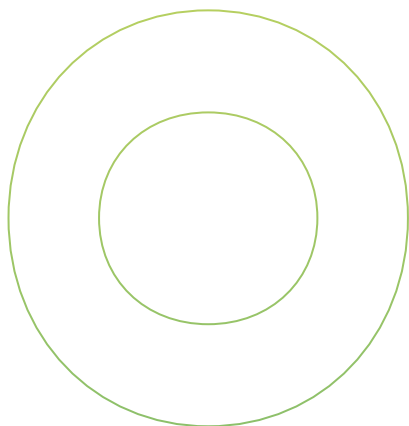
Juin 2025

SOMMAIRE

05

ÉDITO,
Le mot du PDG

LES ACTEURS	06
La gouvernance	06
Le réseau des ambassadeurs	08
LES ACTIONS MISES EN ŒUVRE	10
Réduire l'impact de nos consommations énergétiques	10
Privilégier des modes de transport plus durables	11
Favoriser une consommation durable	12
Promouvoir un numérique responsable	15
Acculturer à la réduction et au tri des appareils électriques	18
LE BUDGET	20
LA COMMUNICATION	21
La communication interne	22
La communication externe	24
L'ACCOMPAGNEMENT DE L'ÉTABLISSEMENT	26
LES PERSPECTIVES 2025	27
Un BEGES actualisé	27
Objectif « Numérique responsable »	27
Promouvoir les mobilités douces	28
Définir un cadre d'action unifié et des temps de rencontres	30
LE PLAN D'ACTION	31
LES ANNEXES	37



Sylvain Maestracci
Président-directeur général

Le mot du PDG

En 2023, l'Agence de services et de paiement s'est engagée dans une démarche de transition écologique. Cet engagement a été porté collectivement par les agents avec la motivation forte des ambassadeurs. Ce projet structurant repose sur la conviction que notre établissement doit jouer son rôle dans la diminution des gaz à effet de serre.

Ce second bilan illustre la richesse et la diversité des initiatives portées par l'ensemble de la communauté de travail, dans toutes les directions, sur tous les sites. Il est le fruit d'un travail construit ensemble, en lien avec notre stratégie globale, notre contrat d'objectifs et de performance, et dans la continuité du plan « Services publics écoresponsables (SPE) ».

Au-delà des actions menées — qu'elles concernent la rénovation ou le renouvellement de notre patrimoine immobilier, la mise en œuvre d'achats responsables, l'accompagnement et la sensibilisation de nos agents ou encore l'évolution de nos pratiques professionnelles — c'est une dynamique d'établissement qui se confirme. Elle s'appuie sur **la participation active des agents, dont l'implication a permis de mettre en œuvre 48 actions en 2024.**

C'est une première étape, mais certainement pas un aboutissement. Elle ouvre la voie à de nouveaux projets, à de nouveaux défis à relever, et nous rappelle que **chaque action compte, que chaque geste a du sens.**

La transition écologique est l'affaire de toutes et tous. Ensemble, nous continuerons à la faire vivre, à l'ancrer dans notre quotidien et à la faire évoluer.

Je tiens à remercier l'ensemble des équipes pour leur mobilisation et leur créativité. Plus spécifiquement, je souhaite saluer l'implication du réseau des ambassadeurs.

Très engagé à titre personnel sur ces sujets, je souhaite que cette dynamique puisse s'intensifier en 2025, sur les sujets suivants : **l'actualisation du BEGES, l'immobilier, la définition d'une offre de formations afin de répondre aux attentes et harmoniser les compétences, la mobilité et le numérique.** Ce seront les quatre fils conducteurs des actions qui seront portées au niveau national et qui seront déclinées dans l'ensemble de nos sites.

L'arrivée d'un nouveau chargé de mission sur la transition écologique, **Bruno Antiq**, la création d'un comité resserré en octobre 2024 avec les ambassadeurs **Céline Granet** et **Nicolas Momper**, une mobilisation renforcée des ambassadeurs au travers de groupes de travail, la planification d'un séminaire sur le second semestre, des liens resserrés avec les correspondants du réseau des Directions régionales et une implication plus grande de la Mission communication et études sur la partie animation/coordination sont autant de signaux forts pour porter une nouvelle ambition en 2025.

Une fois de plus, c'est par un collectif fort que l'Agence pourra avancer et faire évoluer ses pratiques pour réduire son empreinte environnementale. ■



LES ACTEURS

LA GOUVERNANCE

Nommé en octobre 2024, **Bruno Antiq**, inspecteur général, a pris la tête du projet transition écologique de l'Agence. Entretien avec le nouveau chargé de mission.



Quel est votre regard sur la transition écologique à l'ASP ?

Ma nomination, inscrite dans la continuité de l'action initiée par Pascal Drouin et Daniel Laborde, m'a permis de mesurer les attentes et la vitalité des agents qui s'investissent au sein de notre établissement.

Cette mobilisation renforce mon souhait d'agir et de contribuer, à mon niveau, à la poursuite des actions adoptées sur ce sujet qui concerne l'ensemble de la communauté de travail et qui doit devenir un élément de notre identité.

Quelle est votre vision du rôle de chargé de mission transition écologique à l'ASP ?

Le chargé de mission est un acteur important du dispositif. Nommé par la Direction générale, j'ai pour mission de suivre et de faciliter la mise en œuvre d'actions visant à permettre le changement et sensibiliser la communauté de travail.

Mon action se structure autour des quatre axes suivants : une forte disponibilité à l'égard des ambassadeurs, un accompagnement renforcé des équipes matérialisé notamment par la mobilisation du réseau à travers des groupes de travail, la définition d'indicateurs précis permettant de suivre les actions des ambassadeurs et la valorisation des actions portées en lien avec eux.

Quels sont les sujets que vous souhaitez prioritairement mettre en œuvre et comment ?

Conscients des atouts présents au sein du réseau des ambassadeurs, je souhaite renforcer la gouvernance et la coordination de cette thématique, favoriser une harmonisation des compétences et des savoir-faire au travers d'une offre de formations adaptée aux différents publics cibles.

Je souhaite également accompagner le renouvellement du réseau au travers d'un processus de mentorat et, enfin, privilégier une méthodologie valorisant l'action et les réflexions des acteurs de terrain afin de distinguer le pilotage relevant du comité resserré et la capacité d'action des directions que je souhaite renforcer. ■



Le comité resserré

Mis en place par Bruno Antiq, le comité resserré a réformé la gouvernance de la transition écologique en instaurant un échelon supplémentaire, dans le but d'aborder l'ensemble des sujets opérationnels et stratégiques. Interview croisée de **Céline Granet**, cheffe de service agriculture et développement rural à la Direction régionale Nouvelle-Aquitaine, et **Nicolas Momper**, expert en assistance explicative à la Direction du développement rural et de la pêche (DDRP).



Céline Granet

Comment définiriez-vous votre rôle ?

Céline Granet : Je me considère comme un relais technique au service du pilotage de la transition écologique au sein de l'ASP. J'apporte mon expérience et mes connaissances sur le sujet au cours des réunions régulières du comité et j'espère aider modestement à la prise de décision. Enfin, j'ai aussi un rôle facilitateur entre le réseau des ambassadeurs et Bruno Antiq.

Nicolas Momper : Mon rôle est d'être un lien actif entre les autres ambassadeurs et Bruno, en facilitant la circulation des informations, des idées et des retours du terrain. Je contribue à faire remonter les besoins et à coordonner certaines actions. C'est un rôle de soutien et d'animation, pour renforcer l'engagement collectif autour de la transition écologique.

Que reprenez-vous du début de votre mandat ?

Céline Granet : Un cadre est désormais posé, des outils se mettent en place et une feuille de route se dessine. Je constate aussi depuis quelques mois que le réseau des ambassadeurs s'anime, échange, partage ses idées et ses expériences. C'est très motivant et intéressant de partager entre collègues qui, bien qu'issus d'horizons différents, ont envie de faire vivre la transition écologique au sein de leur direction.

Nicolas Momper : Nous arrivons à la fin d'un premier temps de structuration, où Bruno nous a écoutés pour clarifier les ambitions et priorités de l'Agence en matière de transition écologique. La mise en place d'un cadre et d'une méthode de travail a permis de poser des bases solides et partagées. On sent que la transition écologique monte d'un cran à l'ASP : les acteurs s'impliquent davantage et une énergie collective se met en œuvre.

Vos souhaits pour 2025 ?

Céline Granet : Mon souhait est de réussir à continuer à sensibiliser la communauté de travail aux enjeux de la transition, car il y a une réelle urgence ! J'espère

également que la transition écologique trouve une place prépondérante au sein de l'Agence et au-delà. Enfin, mon dernier souhait est de participer à un beau séminaire des ambassadeurs, car nous ne nous sommes rencontrés qu'une seule fois.



Nicolas Momper

Nicolas Momper : Que l'ASP devienne une référence en matière de transition écologique dans la sphère des administrations publiques. Chaque service a intégré des pratiques écoresponsables, et les décisions se prennent systématiquement en tenant compte de leur impact environnemental mais aussi social, qui est une composante majeure mais parfois négligée de la transition écologique. ■



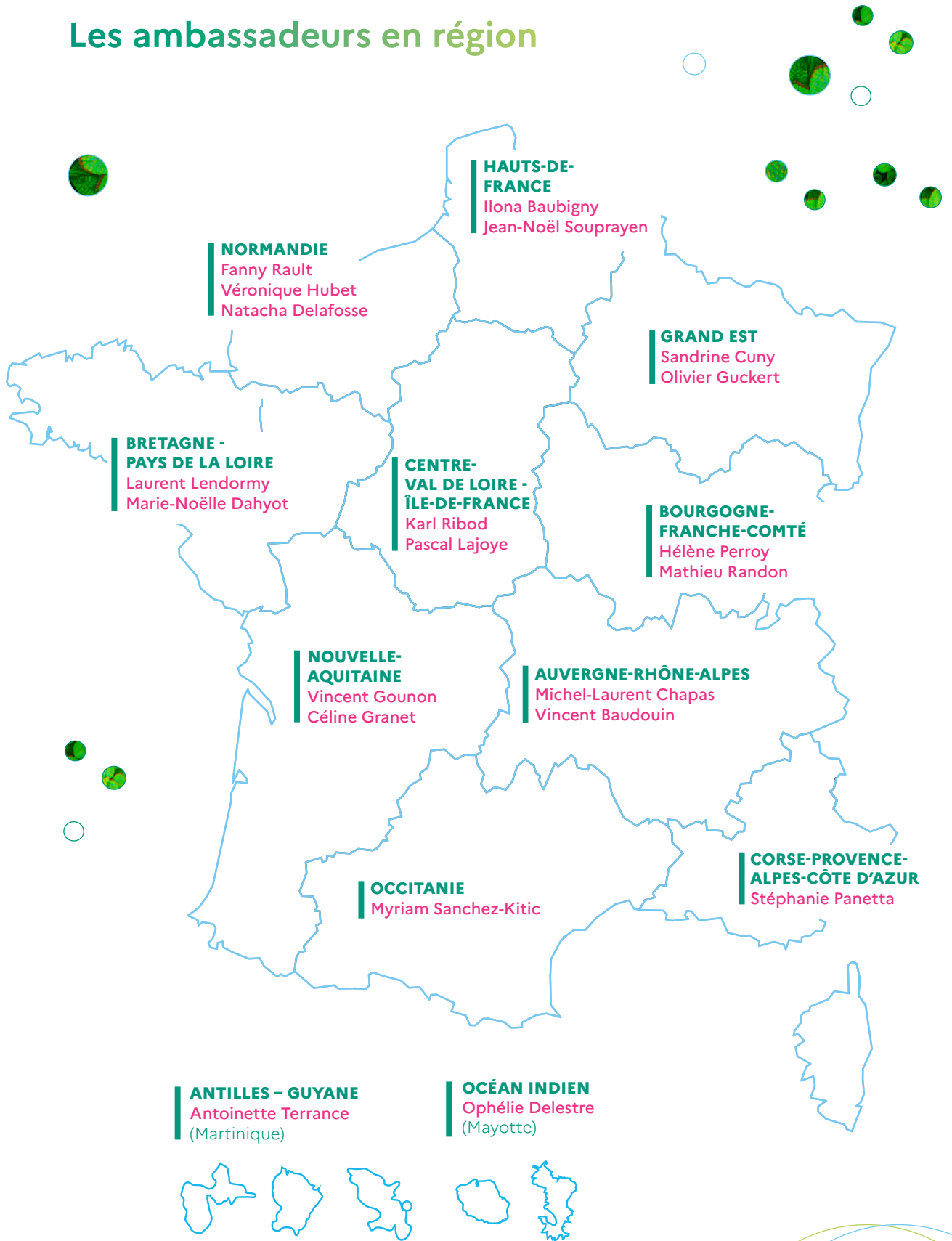
LE RÉSEAU DES AMBASSADEURS

Le réseau des ambassadeurs a favorisé le **changement des mentalités et pratiques**. Ce réseau comprend désormais quarante personnes qui s'investissent et portent concrètement la transition écologique auprès de la communauté de travail. Il a pour mission d'initier des opérations locales, de sensibiliser les agents et de participer à la définition de mesures concrètes, régionales et nationales.

Les ambassadeurs au siège

AGENCE COMPTABLE
Ny Aina Robena Ramanambelo
DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT RURAL ET DE LA PÊCHE
Sonia Quitté Nicolas Momper Céline Caillaud
DIRECTION DE L'EMPLOI, DE L'ENVIRONNEMENT ET DES POLITIQUES SOCIALES
Sonia Stojovic Cristina Contramaestre Sandra Moriceau Micael Liber Christophe Bienfait
DIRECTION DU NUMÉRIQUE ET DES SYSTÈMES D'INFORMATION
Alain Constant Jean-Christophe Disdier David Farina
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL (DRH, DFJL, DOP)
Reine Bourguignon
DIRECTION DES SOUTIENS DIRECTS AGRICOLES
Élodie Buard
DIRECTION GÉNÉRALE (IG, SAI, MCE, MCFA, SCEAI)
Bertrand Badin (Limoges) Youssef Amara (Montreuil)

Les ambassadeurs en région



LES ACTIONS

MISES EN ŒUVRE

Parce que la transition écologique se fait par les actes, découvrez **quelques exemples d'actions déployées** cette année, allant de grands projets nationaux à des initiatives plus locales.

RÉDUIRE L'IMPACT DE NOS CONSOMMATIONS ÉNERGÉTIQUES

À Lille, de nouveaux locaux plus écolos

À l'instar des actions menées en 2024 à Amiens ou prochainement à Clermont-Ferrand, le site de Lille de la Direction régionale Hauts-de-France a pris place dans de nouveaux bureaux plus adaptés aux enjeux de la transition écologique. Retour sur cette mise au vert des agents nordistes avec **Didier de Cubber**, chef du service administratif et financier.



Didier de Cubber

Dans quelle mesure ce déménagement est-il lié à la politique de la transition écologique de l'ASP ?

L'ancienne cité de Lille, construite en 1951 ne correspondait plus aux besoins de l'administration et, compte

tenu des coûts, les projets de rénovation ont été abandonnés. L'État a donc décidé la construction d'une nouvelle cité plus moderne, qui permet d'appliquer des normes environnementales impossibles avec l'ancien bâtiment.

Quels sont les bénéfices par rapport à l'ancien site ?

Concrètement, les nouveaux locaux sont plus vertueux sur de nombreux aspects : la récupération de l'eau de pluie pour les sanitaires et l'arrosage des espaces verts, l'installation de panneaux photovoltaïques sur le toit du bâtiment et

l'obtention de la certification Passivhaus, qui récompense les bâtiments dont la chaleur générée par les occupants, les appareils et le rayonnement solaire suffit à chauffer les locaux. ■



PRIVILÉGIER DES MODES DE TRANSPORT PLUS DURABLES



Au siège, place aux vélos !

En mars 2024, les vélotafeurs du siège de Limoges disaient au revoir à leur historique abri à vélos métallique, pour faire connaissance trois mois plus tard avec un nouvel abri mieux adapté au nombre d'utilisateurs, mieux sécurisé et plus écoresponsable. Retour sur cette mise au vert d'un outil utilisé quotidiennement par les agents avec **Stephen Demesy**, directeur adjoint de la Direction financière, juridique et logistique (DFJL).



Stephen Demesy

Dans quelle mesure cette initiative s'inscrit-elle dans la politique de transition écologique de l'ASP ?

Construire cet abri répond à l'ambition d'un siège plus écoresponsable sur deux plans. D'abord, nous avons remarqué une forte appétence des agents pour les mobilités douces, que ce soit à vélo ou à trottinette. Leur fournir un espace adapté, sécurisé et aussi agréable, c'est, dans un premier temps, mettre sur un pied d'égalité tous les différents types de transports en donnant une place plus importante aux mobilités douces.

Ensuite, la conception de cet abri nous permet d'aller plus loin dans l'écoresponsabilité de l'infrastructure puisque nous avons retenu une construction en bois sur laquelle est installée une toiture végétalisée, ce que n'avait pas l'abri précédent.

Quelles actions avez-vous déployées pour sensibiliser les agents à ce projet ?

Via des articles MyASP, nous avons d'abord présenté aux agents le projet et ses atouts, notamment au niveau de l'écoresponsabilité. Nous les avons ensuite tenus informés de l'avancée des travaux et guidés au niveau des solutions de repli pour garer leurs vélos et leurs trottinettes pendant les travaux. Le but, au-delà

de la présentation du projet, étant de ne pas freiner cet engouement grandissant pour les mobilités douces.

Ce nouvel abri a-t-il eu un effet sur l'utilisation des mobilités douces au siège ?

On remarque en effet que, bien que la capacité d'accueil ait doublé par rapport au précédent, ce nouvel abri à vélos connaît un taux de remplissage très élevé, les trente-cinq places étant souvent toutes utilisées durant les beaux jours. Cela prouve que, plus les équipements sont adaptés, plus les agents sont prêts à s'engager dans des pratiques écoresponsables. ■

Nombre de kilomètres effectués en moyenne à vélo sur une journée entre le domicile et le lieu de travail

- Direction régionale Auvergne-Rhône-Alpes : 16,7 km
- Siège / Montreuil : 16,4 km
- Direction régionale Occitanie : 12,9 km
- Direction régionale Bourgogne-Franche-Comté : 9,4 km
- Siège / Limoges : 8,4 km



FAVORISER UNE CONSOMMATION DURABLE

Des marchés plus engagés

Après une première année prometteuse, le schéma de promotion des achats socialement et écologiquement responsables (SPASER) a pris une nouvelle dimension en 2024, avec une politique de marchés publics prenant toujours plus en compte l'aspect environnemental. **Jérémie Tardien**, chef de projet à la Direction financière, juridique et logistique (DFJL), revient sur l'adaptation de l'Agence à ce sujet.



Jérémie Tardien

Comment pourrait-on résumer l'année écoulée concernant le SPASER ?

L'année 2024 est l'année de la maturité pour ce SPASER 2022-2025. Les principales actions structurantes intégrées aux cinq axes du SPASER portent leurs fruits. Les modalités d'organisation de l'achat durable - soutenues par le service achats et marchés publics - apparaissent aujourd'hui intégrées par l'ensemble des directions acheteuses. Le suivi des indicateurs, la remontée d'information et le partage autour de ces différentes thématiques se généralisent.

Cette année a surtout été marquée par la passation de nombreux marchés

stratégiques pour l'Agence. L'ensemble de ces procédures ont intégré des critères de responsabilité sociale des entreprises (RSE) et des heures d'insertions obligatoires.

En effet, 40% des dépenses annuelles de l'Agence concernent :

- les marchés liés au SIGC portés par la DSDA,
- le renouvellement du marché chèque énergie,
- les marchés relatifs à l'assistance maîtrise d'œuvre et d'ouvrage pour le compte de la DIREEPS,
- le marché portant sur les prestations d'éditiques pour la DNSI,
- les marchés transversaux inter-directions pour la réalisation de prestations de Lecture et Reconnaissance Automatique de Document (LAD RAD) et d'affranchissement.

Choisir les titulaires de ces marchés à impact pour l'Agence sur des engagements environnementaux et sociaux associés aux prestations à réaliser est un gage de performance RSE pour les années à venir.

Quelles actions avez-vous déployées pour sensibiliser les agents à ce projet ?

Les acheteurs et prescripteurs en charge de ces dossiers stratégiques sont aujourd'hui sensibilisés aux impacts environnementaux et sociaux. Les partenaires économiques titulaires de marché avec l'ASP communiquent sur leurs avancées et rendent de plus en plus tangibles leurs engagements. Plusieurs fournisseurs stratégiques amorcent notamment une transmission des bilans carbone associés aux prestations réalisées pour le compte de l'Agence et intègrent le suivi des heures sociales aux comités de gouvernance des marchés.

La sobriété peut aussi se traduire par des économies d'achat auxquelles toutes les directions sont sensibles.

La démarche « Tous concernés ! » engagée par l'Agence se reflète aussi à travers l'exécution de ses marchés publics.

Quels sont les résultats obtenus ?

L'Agence est en avance sur ses obligations à venir. Aujourd'hui, 97% des marchés intègrent des critères RSE. C'est un chiffre qui est attendu au niveau national pour juillet 2026 !

Il va s'agir demain d'accompagner, contrôler la réalisation effective des engagements pris ces deux dernières années par nos titulaires, notamment sur les aspects environnementaux. Nous sommes actifs sur le contrôle des heures et actions d'insertions réalisées et nous allons développer les plans de progrès. Plusieurs contrats intègrent la mise en œuvre et le suivi de plans de progrès environnementaux et sociaux. Ces nouveautés devront être suivies et challengées ! ■

Chiffres clés

- **97 %** des marchés notifiés en 2024 comportent une considération environnementale contre **58 %** en 2023
- **95 %** des marchés intègrent une annexe environnementale et/ou une clause d'exécution dédiée contre **68 %** en 2023
- **92 %** des marchés numérique et Système d'information (SI) intègrent une annexe environnementale contre **76 %** en 2023



Xavier Chauvin, directeur adjoint et Jérémie Tardien, chef de projet de la DFJL reçoivent le prix des Trophées des clauses sociales de Nouvelle-Aquitaine

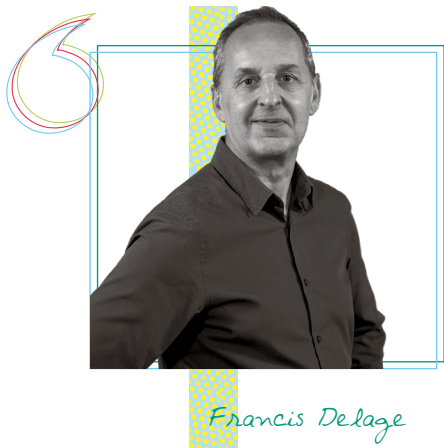
Des résultats en hausse

- **44 458 heures** d'insertion sociale par l'activité générées par les marchés de l'ASP
- **77 marchés** actifs ont, depuis leur notification, permis la réalisation de **92 507 heures** d'insertion cumulées
- **41 %** des marchés notifiés intègrent une clause sociale d'exécution obligatoire
- **11 marchés** réservés à des entreprises de l'économie sociale et solidaire



Un cercle vertueux : le réemploi de mobilier

À plusieurs reprises cette année, différents sites de l'ASP se sont engagés dans le don et l'utilisation de mobilier qui avait déjà connu une première vie dans un autre établissement, afin d'éviter l'achat de mobilier neuf et d'enclencher une dynamique écoresponsable. Francis Delage, référent fonctionnel à la Direction financière, juridique et logistique en charge du Bilan Carbone®, nous fait part des actions menées sur ce sujet.



Pourquoi avoir mis en place cette initiative ?

C'est un des paramètres d'action de l'Agence qui s'inscrit dans la démarche d'établissement écoresponsable. C'est une opération pertinente en termes de coûts, de modération de pollution (le réemploi a un impact positif au niveau de la consommation énergétique), de modération de la consommation de matières premières, mais également en termes de bilan carbone !

Quels sont les sites qui sont rentrés dans cette dynamique ?

En 2023, les sites de Nancy et l'ancien site de Walras à Limoges en ont bénéficié. En 2024, c'est le siège de Limoges qui a été concerné.

Pouvez-vous nous donner des exemples concrets d'actions menées en 2024 ?

Pour le siège de Limoges, c'est du mobilier de postes de travail qui a été réemployé à nouveau (venant de l'ancien site de Walras, aujourd'hui fermé), ce qui prouve que le mobilier peut ne pas être réduit à une seconde vie, mais ici à une troisième vie !

Et ce qui est un clin d'œil à l'événement remarquable des Jeux Olympiques de Paris 2024, c'est du mobilier d'accueil recyclé des JO qui effectue sa seconde vie ici à l'accueil du siège de Limoges. ■



Mobilier des Jeux de Paris 2024, installé dans le hall d'accueil du siège



PROMOUVOIR UN NUMÉRIQUE RESPONSABLE



Gino Narain

« L'engagement en faveur du numérique responsable ne peut plus être une option ; il devient aujourd'hui une nécessité. Les agents de l'ASP ont démontré leur volonté d'agir en 2024 grâce aux différentes actions ou opérations entreprises. Un engagement qui doit perdurer sur le long terme et pour lequel nous devons tous nous impliquer, en montrant que nous avons tous un rôle à jouer socialement. »

Gino Narain, chef de projet informatique à la Direction du numérique et des systèmes d'information (DNSI)

Un matériel optimisé : adaptation de la température des datacenters

Outils indispensables à la conservation des nombreuses données informatiques de l'ASP, les datacenters de Limoges sont au cœur de l'objectif d'**améliorer l'écoresponsabilité du secteur numérique** de l'Agence. En effet, leur consommation d'énergie et l'utilisation de systèmes de refroidissement, bien qu'aidant à les maintenir dans des conditions optimales,

entraînent des dépenses d'énergie qui peuvent être optimisées.

C'est pourquoi il a été décidé d'augmenter de 2 degrés la température de la salle des serveurs. Une mesure qui aura permis une **réduction de la consommation électrique** liée au refroidissement de 2%, sans pour autant affecter ses performances.



+2°C



-2%



Une seconde vie pour notre matériel informatique : les dons à l'association Medrassa du Désert

Depuis un certain temps, des équipements informatiques de type bureautique, qui ont atteint leur durée de vie et peuvent être dépollués, sont **cédés à l'association Medrassa du Désert** par le biais d'une convention. Une procédure de cession de matériel recyclé a été mise en place ainsi qu'un système d'acquisition dynamique (SAD) pour acquérir, conformément aux besoins, du matériel bureautique reconditionné.

Matériel cédé en 2024 à l'association :

- 24 ordinateurs
- 15 imprimantes portables
- 5 écrans
- 24 téléphones mobiles X-Cover 3
- du petit matériel (claviers, souris, câbles...)



Première remise de matériel au lycée d'Aoujeft en 2011 par l'association

Une mobilisation nationale pour un nettoyage digital

À l'occasion de la première participation de l'ASP au **Digital Cleanup Day**, du 11 au 15 mars, toute la communauté de travail était invitée à mettre en œuvre des pratiques numériques plus vertueuses, plus particulièrement sur le nettoyage et l'archivage de courriels.



Plus d'
1,5 M
de courriels
supprimés ou
archivés

Plus de
65 000
fichiers supprimés,
tous réseaux de
l'ASP confondus,
soit 105 Go

Le Digital Cleanup Day en chiffres

En termes de récupération de matériels informatiques, plusieurs points de collecte au siège à Limoges ont été organisés, permettant de récupérer et de restituer :

- 6 écrans
- 3 téléphones portables
- 2 anciennes unités centrales
- 5 téléphones fixes
- 4 souris
- 3 claviers
- 5 vieux casques
- des câbles divers et variés





Les directions mobilisées

Côté directions régionales, les ambassadeurs de la transition écologique se sont emparés du sujet pour faire du Digital Cleanup Day une réussite :

- **La Direction régionale Bourgogne-Franche-Comté** a proposé un quiz chaque jour de la semaine pour en apprendre plus sur le numérique responsable.
- **À la Direction interrégionale Océan Indien et à la Direction régionale Occitanie**, les efforts se sont concentrés sur le nettoyage des messageries. L'occasion de se poser des questions sur l'utilisation des courriels au quotidien.
- **À la Direction régionale Normandie**, les ambadrices de la transition écologique ont proposé le nettoyage de réseaux bureautiques et des messageries Groupwise . L'assemblée générale, organisée la même semaine que le Digital Cleanup Day, était également placé sous le signe de la transition écologique.
- **La Direction interrégionale Centre-Val de Loire-Île-de-France** a décidé de s'associer à cet événement en proposant aux agents une heure de nettoyage numérique dans la semaine (e-mails et ordinateur).
- **Au siège à Limoges**, afin de créer un temps en collectif, les ambassadeurs de la transition écologique de la Direction de l'emploi, de l'environnement et des politiques sociales (DIREEPS) ont organisé une opération spéciale « Petit-déjeuner et nettoyage des boîtes aux lettres ». La quinzaine d'agents présents ont nettoyé 20 Go de données, soit une économie d'espace de 30 % ! L'occasion également d'évoquer des informations clés sur la pollution numérique et de partager des bonnes pratiques de gestion des boîtes aux lettres.



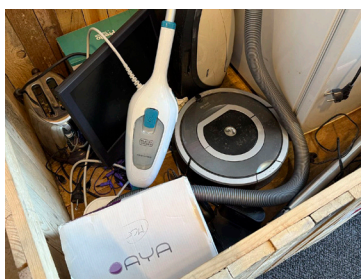
ACCULTURER À LA RÉDUCTION ET AU TRI DES APPAREILS ÉLECTRIQUES

Une collecte fructueuse avec Colec

En janvier 2024, l'Agence s'est associée à la startup Colec pour permettre aux agents de Limoges de faire don de leurs anciens appareils électriques. Une opération qui aura fait carton plein avec un nombre conséquent d'appareils récupérés. Une action qui aura permis d'**agir concrètement pour la planète**, tout en soutenant des acteurs locaux engagés.

Bilan

- **6 %** des agents du siège ont participé à l'opération.
- **312 kg** de matériels revalorisés, dont **66 kg** ont été réemployés et **246 kg** recyclés.
- **125** bons de réductions Intermarché distribués et **6** heures de travail solidaire générées



En bonus : des outils bénéfiques à un numérique écoresponsable

- La mise en place d'**Interact**, un outil d'évaluation qui collecte et analyse les données de performance, d'inventaire, de consommation et d'utilisation de tous les postes de travail.
- L'apparition sur tous les postes de travail d'un **message pop-up** conseillant l'arrêt du poste de travail après une période d'activité trop longue.

La Direction régionale Normandie à l'heure du compostage

Après une série de sensibilisations sur le tri sélectif et la mise en place de bacs de compost dans sa cafétéria, le site de Caen de la Direction régionale Normandie a franchi une nouvelle étape en 2024 en intégrant un lombricomposteur au processus de valorisation de ses déchets.

Interview de **Fanny Rault**, chargée d'action aides à l'utilisateur et ambassadrice pour la transition écologique à la Direction régionale, qui nous en dit plus sur cette initiative.



Fanny Rault

Quelles actions avez-vous déployées pour sensibiliser les agents à ce projet ?

La mise en place de lombricomposteurs a été annoncée lors d'une Assemblée générale au printemps 2024, laissant le temps aux agents de s'approprier l'idée. Des courriels ont été envoyés aux agents, des articles MyASP ont été rédigés et des affiches ont été accrochées dans les cafétérias concernant les règles du compostage. ■



Pourquoi avoir mis en place cette initiative ?

Nous avons souhaité mettre en place un lombricomposteur car en 2024, nous sommes intervenus de manière globale sur la gestion des déchets dans les locaux de la Direction régionale de Normandie. Nous avons souhaité aller plus loin que les ordures ménagères et le tri sélectif en franchissant le pas du compostage. Nous avons opté pour un jardi-composteur - un composteur qui n'y ressemble pas - qui pouvait être utilisé en intérieur. Les extérieurs des locaux ne permettent pas la mise en place de ce type d'outil.



LE BUDGET

Sur un plan opérationnel, et conformément à la pratique existante, l'engagement du fond vert est soumis à la validation de chaque directeur et à celle du chargé de mission national, Bruno Antiq. Pour rappel, ce budget est alloué à l'ensemble des directions du siège et régionales.

Moins de
60%
du budget
utilisé
en 2024

Une analyse de l'utilisation de cette dotation en 2024 permet de souligner une utilisation différente entre :

- **les directions du siège** qui privilégient des projets transversaux,
- **les directions régionales** qui mettent l'accent sur les modules de formation/sensibilisation.

Le budget 2025 est le suivant :

DIRECTION	MONTANT ALLOUÉ
DR Auvergne-Rhône-Alpes	4 500 €
DR Bourgogne-Franche-Comté	3 500 €
DIR Bretagne - Pays de la Loire	4 500 €
DR Corse - PACA	3 500 €
DR Grand Est	3 500 €
DIR Antilles-Guyane	3 000 €
DIR Océan Indien	3 000 €
DR Hauts-de-France	4 000 €
DIR Centre-Val de Loire-IDF	4 000 €
DR Normandie	3 000 €
DR Nouvelle-Aquitaine	4 500 €
DR Occitanie	4 500 €
Agence comptable	3 500 €
DNSI	4 500 €
DIREEPS	4 500 €
DDRP	3 500 €
DSDA	3 000 €
DFJL	4 000 €
Direction générale	3 000 €
TOTAL	71 500 €

Afin de faciliter l'optimisation des fonds et accompagner les projets identifiés au niveau de chaque direction, **un bilan est effectué chaque trimestre**. Il permettra d'initier des échanges et un accompagnement des ambassadeurs pour la définition de projets si nécessaire.



LA COMMUNICATION

Lors du lancement de son plan de transition écologique, l'ASP s'est engagée à rendre le déploiement de sa stratégie accessible, visible et lisible auprès de ses agents et du grand public.

En ce sens, la Mission communication et études a mis en œuvre un plan de communication interne et externe, afin de répondre à un double objectif :

- à l'interne, favoriser l'adhésion des agents à la transition écologique par des actions de sensibilisation, la **diffusion de bonnes pratiques** et la **valorisation des actions engagées** par les ambassadeurs de la transition écologique des directions et, plus globalement, les agents de l'établissement.
- à l'externe, construire une **marque employeur forte** en renvoyant au grand public, aux partenaires institutionnels et aux candidats potentiels de l'ASP, l'image d'un établissement engagé.



Laurence Serrano

« Plus qu'une tendance, engager l'Agence dans sa transition écologique répond à la fois aux attentes de ses agents de mettre en place des pratiques plus vertueuses et, en externe, donne l'image d'un établissement qui intègre dans ses préoccupations les enjeux environnementaux. Notre rôle est d'impulser et de valoriser les actions mises en œuvre autour de ces thématiques. »

Laurence Serrano, cheffe de la Mission communication et études



LA COMMUNICATION INTERNE

Une actualité riche tout au long de l'année sur notre plateforme collaborative MyASP

L'engagement des agents s'est illustré par un nombre important d'actualités publiées en interne sur des thèmes divers et variés. Ces articles mettent en avant les actions menées par les directions, aussi bien au siège qu'en région, les bonnes pratiques ou encore le rebond sur des journées mondiales pour sensibiliser les agents.

Des chiffres à retenir

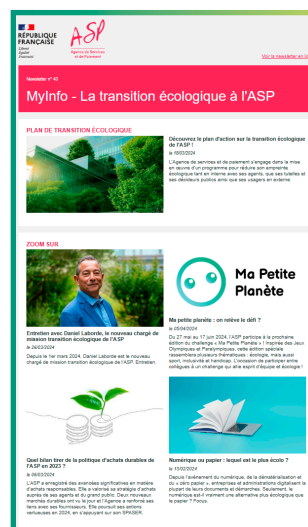
- 61 articles publiés, dont 37 en Une, soit 15% des articles promus
- 23 506 consultations de ces publications par les agents de l'ASP
- 781 interactions, soit 13% des interactions recensées en 2024 sur MyASP

Ce partage d'actualités s'est également accompagné d'une valorisation de ces contenus dans des **newsletters internes** grâce à :

- une rubrique dédiée à la transition écologique dans la plupart des newsletters internes MyInfo,
- un MyInfo thématique entièrement dédié au sujet.



Newsletter interne MyInfo



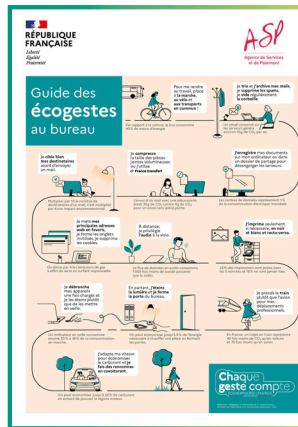
MyInfo thématique

Déploiement d'une communication print

Au-delà d'une communication digitale, la Mission communication et études a également entrepris **une campagne d'affichage à destination de l'ensemble des agents** en mettant à leur disposition, que ce soit au siège ou dans les régions, des documents et des affiches les sensibilisant à l'engagement de l'ASP en termes de transition écologique. Ces documents ont été réalisés par le Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire.



Guide sur des déplacements plus écoresponsables pour les agents de la DR Nouvelle-Aquitaine



Récapitulatif des gestes écoresponsables distribué à tous les agents



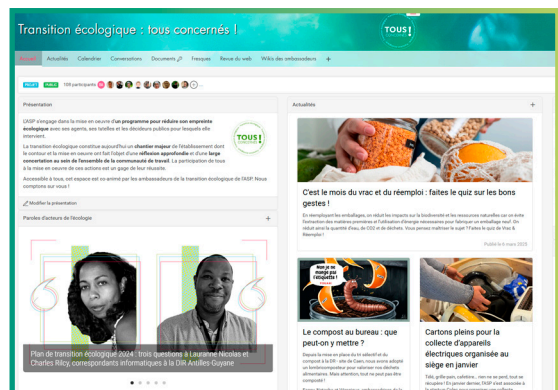
Affiche rappelant l'importance du tri des déchets

Création d'un espace commun d'actualité

Dans un deuxième temps, la Mission communication et études a procédé à l'ouverture d'un **espace collaboratif « Transition écologique : Tous concernés ! »** dans MyASP destiné à l'ensemble des agents, qui a permis de développer une communauté sensible à l'écoresponsabilité et de mettre en avant les actions mises en place par les agents dans les différentes directions.

L'espace comprend :

- une présentation de sa raison d'être
- les dernières actualités et événements
- la mise en avant des agents
- des infographies et documents téléchargeables
- des encarts thématiques : fruits de saisons, gestes écoresponsables
- un espace de discussion instantanée



Espace collaboratif « Transition écologique : Tous concernés ! » dans MyASP



LA COMMUNICATION EXTERNE

Afin de bâtir une image d'établissement engagé et écoresponsable auprès du grand public, la Mission communication et études a également mis en place une stratégie de communication externe sur trois vecteurs de communication différents : LinkedIn, le site asp.gouv.fr et la lettre d'information. Le tout dans l'objectif de maximiser la visibilité des actions mises en place au sein de l'établissement.

LinkedIn

Fort de près de **7 700 abonnés** en janvier 2024, le réseau social de référence de l'ASP a permis le relais des différentes actualités à une large communauté comprenant aussi bien les agents de l'ASP que ses partenaires et les personnes en recherche de mobilité.

Des chiffres à retenir

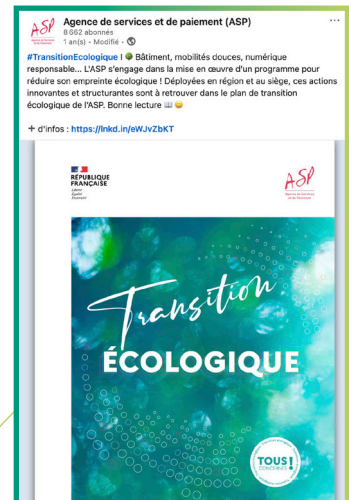
- 26 publications
- 38 611 vues
- 736 engagements
- 100 % de commentaires positifs



L'ASP, lauréate du 1^{er} prix des Trophées des clauses sociales de Nouvelle-Aquitaine



Mise en avant d'un stand d'information au siège en partenariat avec Véli-Vélo



Présentation du Plan de transition écologique de l'ASP

Lettre d'information

Autre moyen de communication pour toucher la communauté externe de l'ASP, la **lettre d'information** a fréquemment permis, via des espaces dédiés, de mettre en avant les engagements et les actions de l'Agence auprès du grand public.

Lettre d'information
du 22 mars 2024



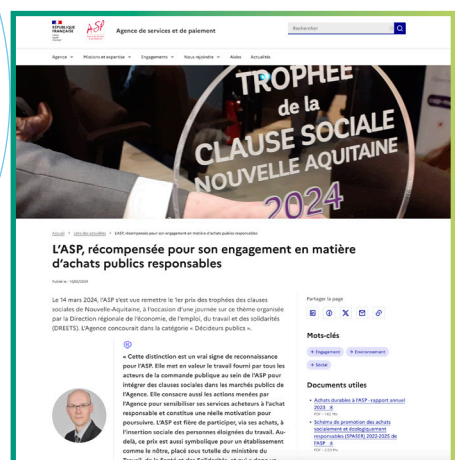
Plus de
3 400
abonnés

Sur le site internet : asp.gouv.fr

Le **site vitrine asp.gouv.fr** a également été utilisé pour délivrer différents messages et actualités sur le plan de transition écologique. Une nouvelle page a permis de mettre en visibilité le plan de transition écologique de l'Agence.

Des chiffres à retenir

- **7 pages** publiées sur le sujet
- **4 096 vues**
- **1 646 vues** du dossier thématique



Article sur la récompense
aux Trophées des clauses sociales

Page vitrine sur la transition écologique



L'ACCOMPAGNEMENT DE L'ÉTABLISSEMENT



Céline Gady-Feyssat

« La Direction des ressources humaines est amenée à mettre en œuvre des mesures réglementaires RH qui vont dans le sens de la transition écologique, et ce sur deux axes principaux : les aides aux mobilités douces et la formation. »

Céline Gady-Feyssat, chargée d'action à la Direction des ressources humaines

Les aides aux mobilités douces et durables

Chiffres clés

- Forfait mobilités durables (FMD) : **194** agents bénéficiaires
- Indemnisation pour un abonnement de transport en commun :
En région Île-de-France : **97** agents bénéficiaires (**68%**)
Hors région Île-de-France : **227** agents bénéficiaires (**12%**)

Les sensibilisations et formations

À travers différentes fresques (climat, numérique) et d'autres actions à l'initiative des différentes directions, **154 agents** ont été sensibilisés à la transition écologique.

En termes de formation, trois agents de l'ASP ont été formés par le ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire à la transition écologique en tant que **formateurs occasionnels**. Ces agents réalisent des actions de sensibilisation dans des directions sur des formats courts d'1h30.

Par ailleurs, le pôle formation peut être sollicité pour la mise en place de **formations spécifiques**, comme l'a fait la Direction régionale Auvergne-Rhône-Alpes sur la Fresque du Climat, qui a mobilisé douze participants.

Autre indicateur, le taux de formation effectué à distance, représente aujourd'hui **36,5% de l'ensemble des formations** dispensées par l'ASP.

LES PERSPECTIVES 2025

Un BEGES actualisé

Le premier bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) a été réalisé en 2022 et devra être actualisé en 2025. Le cadre réglementaire prévoit **une mise à jour tous les trois ans** pour les établissements publics. Ce nouveau document devrait permettre d'analyser et de préciser le plan d'action adopté au niveau de l'établissement.

Objectif « Numérique responsable »

L'année 2025 sera celle de la continuité concernant les opérations menées par la Direction du numérique et des systèmes d'information (DNSI) et ses agents sur le sujet du numérique responsable. **Les actions à retombées positives**, aussi bien sur le digital qu'en physique, vont être renouvelées et optimisées.

La gestion du matériel informatique obsolète

Le succès des opérations de collecte de matériels menées avec différentes associations, comme Medrassa du Désert ou Colec (c.f page 16), permet d'envisager pour 2025 des partenariats avec d'autres associations pour mener à bien les dons et les échanges sur l'ensemble du territoire.



Gino Narain

« Le test a été concluant en 2024 sur un nombre limité de sites. L'objectif pour 2025 est de le faire évoluer et de mettre en place, en fonction de sa faisabilité, une décentralisation de ces opérations. Les opérations de dons pourraient être étendues à l'échelle nationale via les directions régionales de l'ASP, ce qui favoriserait la promotion des actions locales. »

Gino Narain, chef de projet informatique (DNSI)

Au-delà du simple don, l'objectif pour 2025 est également d'**apporter une expertise technique** sur le matériel en effectuant une dépollution des appareils avant leur don, afin que leur durée de vie soit prolongée.



Un Cleanup Day 2025 sous le signe du Bnum

Au-delà de la récupération de matériel obsolète, qui aura connu un fort succès en 2024, l'arrivée le 14 mai 2025 du nouvel outil de messagerie Bnum va entraîner une **nouvelle réflexion sur le nettoyage des messageries** des agents.

Effectuer, dès le second semestre, des démarches de nettoyage sur les premières sauvegardes et archivages des agents permettra de les **acculturer aux bonnes pratiques** pour un usage numérique toujours plus écoresponsable.

Promouvoir les mobilités douces

La création du réseau des ambassadeurs de la transition écologique a permis, dans un premier temps, d'**analyser l'engagement de l'ensemble des agents** sur l'utilisation des mobilités douces (vélo, trottinette, transports en commun), mais également d'**évaluer leurs attentes et leurs besoins**.

Par la suite, de nouvelles expérimentations vont avoir lieu au siège et dans différentes régions pour continuer à **promouvoir des déplacements toujours plus écoresponsables**. Un groupe de travail piloté par Nicolas Momper est notamment en cours de constitution sur ce sujet.

Un Plan de Déplacement d'Établissement (PDE)

Depuis la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) de 2000, les Plans de Déplacements Urbains (PDU), obligatoires dans les agglomérations de plus de 100 000 habitants, doivent encourager les collectivités publiques et les entreprises à réaliser un PDE. Le décret du 22 décembre 2006 prévoit pour les administrations d'État la mise en place d'un PDE et la prise en charge partielle des frais de déplacement en transports collectifs domicile/travail des agents.

Les objectifs poursuivis par un PDE sont à adapter en fonction du contexte local et doivent permettre notamment de :

- **contribuer** à une démarche de développement durable et valoriser l'image de l'établissement ;
- **améliorer** les conditions de travail ;
- **réaliser** des économies en interne (véhicules de service, déplacements professionnels...) ;
- **résoudre** un problème de pénurie de stationnement ;
- **améliorer** l'accessibilité (vélo, marche, transports en commun...) ;
- **résoudre** des problèmes de sécurité dans les déplacements.

La démarche repose sur l'analyse des déplacements produits par l'établissement et leur optimisation.

Un Plan de Déplacement d'Établissement est un ensemble de mesures incitatives qui visent à favoriser l'usage des modes alternatifs à la voiture particulière, pour des déplacements individuels ou professionnels vers un lieu d'activité.

Modalis, la plateforme de covoiturage pour la Nouvelle-Aquitaine

Le partenariat proposé par la région Nouvelle-Aquitaine et Limoges Métropole pour utiliser la plateforme de covoiturage Modalis va constituer une expérimentation intéressante pour **tester l'efficacité du covoiturage** au sein de notre Agence.

Cela servira de base pour des projets similaires dans les autres régions via Mobicoop. En effet, **Mobicoop**, qui fait partie de l'économie sociale et solidaire, est à l'origine de la plateforme de mise en relation pour le covoiturage en marque blanche pour Modalis.

Ce partenariat permet de bénéficier d'un **accompagnement complet**, de l'utilisation de la plateforme Modalis à la formation des référents, en passant par la **création d'une communauté d'utilisateurs** dédiée aux agents de la fonction publique résidant sur le territoire de Limoges Métropole.

Nous pourrions expérimenter ce service avec une **option d'accompagnement modulable** selon nos besoins, que ce soit pour l'animation, la communication ou le suivi régulier. L'approche est personnalisée, avec des outils comme un **kit de communication**, des animations (jeux, quiz, etc.), l'organisation de rencontres avec les agents et un suivi statistique.

Cette expérimentation, si elle est bien menée, pourra **servir de modèle** pour d'autres administrations dans la région ou au-delà, offrant ainsi un cadre flexible et adaptable pour encourager le covoiturage sur l'ensemble de nos sites.



Les petits trajets font les grands amis

Covoituez au quotidien avec Covoit Modalis et rencontrez les membres de votre communauté.

Covoit Modalis, plateforme publique de covoiturage sans commission proposée par Nouvelle-Aquitaine Mobilités.

Télécharger dans l'App Store | Disponible sur Google Play

NOUVELLE-AQUITAINE MOBILITES | Limoges Métropole Communauté urbaine

Définir un cadre d'action unifié et des temps de rencontres

Définir un plan de formation à destination des agents

Un groupe de travail piloté par Céline Granet est en cours de constitution sur le sujet. Son objectif est de répondre aux attentes exprimées par les ambassadeurs et de nombreux directeurs (forte hétérogénéité des compétences et connaissances) et permettra de généraliser les opérations de sensibilisation en cours.

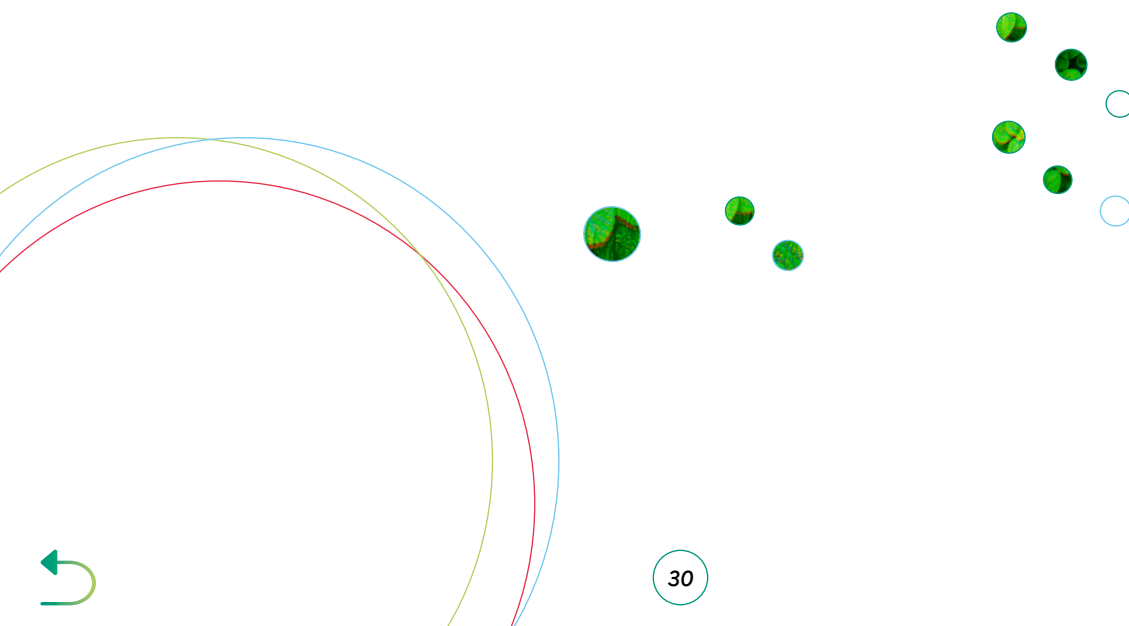
Un des axes de réflexion pour sensibiliser la communauté de travail porte sur le déploiement de fresques (climat/numérique) sur l'ensemble des sites.

Les rencontres de la transition écologique

Rendez-vous au dernier trimestre 2025 pour les rencontres de la transition écologique, un **cycle de conférences** qui pourrait être proposé sous la forme de temps d'échanges entre nos agents et les témoins et acteurs de la transition.

Ces rencontres visent à **favoriser les échanges** et permettre un dialogue entre nos agents et des témoins et acteurs de la transition dans les territoires et/ou dans certains secteurs clés. Objectifs : permettre un dialogue instructif et constructif. L'objectif est de mettre en lumière les actions qui fonctionnent afin de donner envie de se projeter dans un monde moins carboné.

Ces rencontres pourraient se dérouler au siège et aussi être déclinées dans les directions régionales.



LE PLAN D'ACTION



Nouvelles idées proposées pour 2025

ACTIONS	PILOTES	LANCÉE (X) OU RÉALISÉE (✓) EN 2024	RECONDUITE EN 2025	OBSERVATIONS ET IDÉES POUR 2025
SENSIBILISATIONS DE LA COMMUNAUTÉ DE TRAVAIL				
Mettre en place un plan de formation de l'ensemble des agents	DRH		X	Les établissements publics ne sont pas inclus dans le plan gouvernemental
Utiliser le logo « Tous concernés » sur l'ensemble de nos documents institutionnels	Toutes directions	X	X	
Actions de communication : articles MyASP, campagnes d'affichages	MCE	X	X	Communication sur les actions mises en place et leurs résultats Carte de France des actions Communication sur les « nudges » pertinents Revue de presse dédiée à la transition écologique
Inclure le sujet de la transition écologique dans les AG et réunions de service (CODIR...) Organisation de conférences, de sorties thématiques Mise en place de temps d'échanges en interne	Directeurs Ambassadeurs	✓		
Organiser un cycle de conférences pour favoriser les échanges entre les agents et des témoins de la transition écologique	MCE		X	
Partager les bonnes pratiques (affiches, nudges, articles...)	Ambassadeurs	X	X	
Communiquer sur les résultats des actions mises en place	Directeurs Ambassadeurs MCE	X	X	
Participation à des challenges (mobilité, sobriété...)	Directeurs Ambassadeurs	X	X	Cibler, comme en 2024, une trentaine d'évènements



PLAN DE SOBRIÉTÉ ÉNERGÉTIQUE (BÂTIMENTS ET USAGES)

Audits énergétiques des bâtiments	DFJL	✓		
Rénovation énergétique des bâtiments dont l'ASP est propriétaire	DFJL	X	X	
Maintien et développement de la mise en œuvre de la circulaire du Premier Ministre n° 6343/SG du 13 avril 2022 relative au chauffage des bâtiments de l'Etat (chauffage à 19° et clim 26°)	DFJL, DRs	X	X	Suppression de l'eau chaude dans les zones sanitaires (sauf douches) Communiquer sur le lavage des mains
Travaux d'aménagement des sites et réduction des surfaces louées dans le respect de la circulaire N° 6392-SG du 8/2/23 et anticipation du décret tertiaire	DFJL, DRs	X	X	Mise en oeuvre en fonction des projets et opportunités. Attention à porter aux conditions de travail en général et notamment les ambiances sonores qui sont réglementées par le Code du travail.
Traitement des toitures Renforcement de la réflexion solaire Végétalisation Panneaux solaires	DFJL, DRs		X	Uniquement possible sur les bâtiments dont nous sommes propriétaires
Traitement des façades et menuiseries Isolation ou changement de menuiseries Installation de pare-soleils Isolation des façades	DFJL		X	Coordonner avec les travaux de rénovation énergétique
Généraliser l'installation d'éclairages LED Installer des détecteurs de mouvement dans les parties commune Diminuer le nombre de ponts d'éclairage dans les couloirs	DFJL, DRs	X	X	
Fourniture de multiprises à interrupteur	DFJL, DRs	X	X	
Arrêt de la réfrigération des fontaines	DFJL, DRs	X	X	Action démarrée en 2024, à poursuivre en 2025. Le Code du travail Article R4225-2 prévoit que l'employeur met à la disposition des travailleurs de l'eau potable et fraîche pour la boisson (<15°C).
Installer les badgeuses près des escaliers plutôt que des ascenseurs	DFJL, DRs	X	X	Concertation nécessaire en CSA et formations spécialisées
Ajustement du chauffage et de la climatisation des locaux inutilisés (salles de réunion)	DFJL, DRs	X	X	



Étudier la possibilité de récupération d'eau de pluie (arrosage, toilettes...)	DFJL, DRs		X	
Faire un diagnostic des fuites d'eau et installer des détecteurs de fuite	DFJL, DRs		X	
Vérifier et réparer l'ensemble des chasses d'eau à double débit	DFJL, DRs		X	
Installer des mousseurs sur les robinets et des robinets à bec haut	DFJL, DRs	X	X	
Rénovation du système de climatisation du bâtiment, refroidissant également le datacenter de l'ASP, avec utilisation de la technologie du « free cooling »	DFJL et DNSI	✓		
TRANSPORTS				
Accès généralisé à la visio-conférence pour chaque agent de l'établissement afin de limiter les déplacements	DRH, DNSI, DRs	✓		
Installation de bornes de recharge pour véhicules électriques	DFJL, DRs		X	
Renouvellement du parc de véhicules administratifs par des véhicules électriques ou hybrides	DFJL, DRs		X	Étude nécessaire pour l'adéquation des véhicules achetés à leur utilisation (distance entre sites, relief...)
Limiter la vitesse des véhicules de service à 110 km/h sur autoroute pour les déplacements non urgents	DFJL, DRs	X	X	
Autoriser le covoiturage avec les véhicules de service	DRH, DFJL		X	Expertise juridique à mener sur la faisabilité et sur le coût
Étude pour la mise à disposition des agents d'un outil de réservation de covoiturage	DNSI, DRH		X	Expérimentation en cours avec Modalis et Mobicoop
Augmenter le taux de prise en charge de l'abonnement transports en commun	DRH	✓		
Sensibiliser les agents aux mobilités douces	MCE	X	X	16 articles publiés en 2024
Contact avec les collectivités territoriales pour améliorer la desserte des bureaux par les transports en commun	DFJL, DRs	X	X	
Fournir un plan des transports en commun disponibles à tous les agents	DFJL, DRs	X	X	





Mise en place de plans de covoiturage interentreprises : cartographie des agents contacts avec entreprise et/ou administrations voisines application partagée	DFJL, DRs		X	
Mutualisation de véhicules avec d'autres administrations	DFJL, DRs		X	Expertise à mener sur la responsabilité
Mise à disposition de vélos de service	DFJL, DRs		X	Expertise à mener sur la dangerosité et la responsabilité (formation des cyclistes)
Augmenter la capacité et la sécurisation des abris à vélos, mise à disposition de prises de recharge	DFJL, DRs		X	
Financer les accessoires pour les vélos	DFJL, DRs		X	Concertation nécessaire en CSA et formations spécialisées
Proposer des ateliers de réparation de vélos	DFJL, DRs	X	X	
Établir un Plan de Déplacement d'Établissement	DRH, DFJL		X	
NUMÉRIQUE				
Finaliser la dématérialisation des procédures	DNSI Directions métiers	X	X	À finaliser sur l'ensemble des procédures internes et externes gérées par l'Agence
Limiter le nombre de logiciels installés	DNSI		X	Privilégier des logiciels polyvalents (ex : PUMA)
Optimisation de l'utilisation des postes de travail	DNSI	X	X	Gestion et mesure des possibilités d'économies au niveau des postes de travail (politique d'impression, de mise veille, etc.)
Solliciter d'autres associations pour mener à bien les dons et les échanges de matériel sur l'ensemble du territoire	DNSI		X	
Limiter l'utilisation de l'espace serveur	DNSI	X	X	Améliorer la gestion électronique des données (Alfresco, docubase...) Suppression des fichiers obsolètes (création d'une nouvelle arborescence pour ne garder que ce qui est utile)
Remonter la température de consigne des salles serveurs	DNSI, CIDR	✓		
Généralisation de la téléphonie sur IP	DNSI, DFJL	✓		
Étudier la possibilité de passage à Linux en remplacement de Windows	DNSI		X	





Optimiser les débits vidéo : diminuer la résolution des visioconférences, privilégier l'audio simple	DNSI		X	
Optimiser les solutions de transferts de fichiers	DNSI	✓		
Utiliser des fonds d'écran plus sombre	DNSI		X	
Écoconception des applications	DNSI		X	Axer sur l'évolutivité, la limitation des besoins en ressources... Limitation des échanges « dites-le moi une fois » Intégrer l'exigence aux cahiers des charges des prestataires
Sensibilisation à la frugalité numérique	DNSI, DRH		X	
Rédaction et diffusion d'un référentiel de bonnes pratiques numériques	DNSI, MCE	✓		
Participation au « Digital Cleanup Day »	DNSI, MCE	✓		
Création d'un « Digital Cleanup Day » interne sous le prisme du Bnum	DNSI, MCE		X	
Couper le Wi-Fi la nuit	DFJL, DRs	X	X	
POLITIQUE D'ACHATS RESPONSABLES (SPASER)				
Gestion de la fin de vie des matériels, privilégier la réutilisation	DNSI Toutes directions	X	X	Action en cours. Sensibiliser à l'utilisation de la plateforme de dons des domaines. Vendre les matériels obsolètes aux enchères et réaffecter le fruit des ventes au fond vert
Mettre en place une politique d'achats écoresponsables (SPASER)	DFJL	✓		
Allonger la durée de vie des véhicules	DFJL	X	X	
Allonger la durée de vie des matériels informatiques et réduire leur nombre	DNSI	✓		Une nouvelle étape est planifiée en 2025 avec exceptions justifiées (professionnelles, handicap...)
Favoriser la maintenance par rapport aux nouveaux achats	DFJL, DRs	X	X	
Mesurer les économies réalisées grâce aux actions de transition écologique et réaffecter ces fonds à la transition écologique	DG, DFJL		X	



RÉDUCTION DES DÉCHETS				
Arrêt de l'achat de plastique à usage unique (bouteilles d'eau, gobelets et touillettes des distributeurs automatiques)	DFJL, DRs	X	X	
Arrêt d'achat de goodies en plastique, éviter les plantes artificielles...	DFJL, DRs	X	X	
Fourniture de vaisselle aux agents et visiteurs (mugs, verres...)	DFJL, DRs	X	X	
Privilégier les éponges et serviettes par rapport à l'essuie-tout	DFJL, DRs	X	X	
Généraliser le tri des déchets Augmenter le nombre de poubelles de tri Supprimer les bacs « tout-venant », notamment dans les bureaux	DFJL, DRs	X	X	
Installer des composteurs, espaces potagers (permaculture) et/ou des poulaillers dans les espaces extérieurs	DFJL, DRs	X	X	
Communiquer sur les résultats des actions mises en place	Directeurs Ambassadeurs MCE	X	X	
BIODIVERSITÉ				
Diversifier les espaces verts et introduire des essences consommatrices de CO2 et/ou mellifères, tels que des arbres fruitiers	DFJL, DRs		X	
Participer à des actions de restauration des écosystèmes et/ou de décarbonation Restauration de zones humides Replantations d'arbres, de haies	DFJL, DRs	X	X	Veiller à l'aspect non rémunérateur des actions entreprises pour les entités bénéficiaires
Installation d'hôtels à insectes dans les espaces extérieurs	DFJL, DRs		X	Respecter la réglementation sur l'implantation et prévenir les personnes allergiques aux piqures d'insectes pour qu'elles prennent leurs précautions (injection adrénaline).
Organisation de bourses d'échanges de végétaux et/ou de graines entre agents	DFJL, DRs	X	X	Veiller à respecter les réglementations sanitaires (végétaux importés notamment ou vecteurs de maladies)

LES ANNEXES

Synthèse des objectifs et mesures retenues pour 2025

OBJECTIFS	MESURES RETENUES
Promotion d'un partenariat responsable au travers du bilan carbone demandé aux prestataires de la DNSI (objectif existant en 2024)	• Définir une liste de documents pour analyser les offres de manière équitable • Définir une grille d'analyse • Définir et planifier une offre de formations permettant d'acculturer les agents en charge de l'analyse des offres
Objectif « économie circulaire »	Poursuivre la stratégie d'achat de matériel recyclé
	Poursuivre la stratégie de don de matériel en augmentant le nombre d'associations partenaires
	Réfléchir avec la DFJL sur le processus de mise à la réforme
	Prolonger la vie des PC (objectif : passage de 6 à 8 ans)
Objectif « formation et sensibilisation »	Généraliser les bonnes pratiques pour prolonger la vie de l'ordinateur et contribuer à réduire la consommation d'énergie
	Sensibiliser et former au Green IT (technologie de l'information)
	• fresque du Numérique pour illustrer les enjeux environnementaux liés aux technologies de l'information • formations en ligne • interventions ad hoc de spécialistes pour sensibiliser les agents de la DNSI, mais également des autres directions
Objectif « efficacité numérique »	Mesurer la consommation des ordinateurs via l'utilisation du logiciel Interact qui permettra de déterminer les temps d'utilisation ou d'inutilisation des postes travail. Ce logiciel permettra également de détecter les postes qui restent allumés et d'envoyer à l'utilisateur un message lui rappelant de l'éteindre en cas de non utilisation prolongée.
	Augmenter la température des salles serveurs (Maupas et Maison-Dieu) de 2 degrés en 2025 afin de générer des économies d'électricité (liées à la climatisation)
Objectif « empreinte environnementale »	Participer au Digital Cleanup Day : opération de nettoyage des courriels et de fichiers présents sur les espaces partagés
	Recycler les matériels électriques via l'opération conduite avec la société Colec



Mise en avant des actions sur MyASP

DATE DE PUBLICATION	THÈME	SUJET
MOBILITÉS DOUCES		
02/05/2024	Actions Siège	Mise en place d'un vélobus au siège de Limoges
02/05/2024	Bonnes pratiques	Mobilités douces : et si on se mettait au vélo ?
21/05/2024		Le 30 mai, à Dijon et Besançon, testez la mobilité douce et initions le covoiturage avec nos voisins !
12/06/2024	Actions DRs	La DR Bourgogne-Franche-Comté à l'initiative d'une sensibilisation aux mobilités douces entre voisins
20/06/2024		Défi J'y vais, la DR Grand Est sur le podium !
10/07/2024	Bonnes pratiques	Mon écogeste : je prends le train pour les déplacements pros !
30/07/2024	Actions DR	Création d'un espace vélo sécurisé sur le site de Lille
BÂTIMENT		
25/03/2024	Actions DR	Projet de rénovation du site de Clermont-Ferrand : retour sur l'atelier d'acculturation du 11 mars 2024
30/04/2024		Le site de Nancy de la DR Grand Est effectue un audit énergétique de son bâtiment
16/05/2024		Nouvel aménagement du site de Strasbourg de la Direction régionale Grand Est
19/06/2024	Actions Siège	Salle du conseil du siège : don du mobilier à une autre administration
01/07/2024	Actions DR	DR Normandie : des nouvelles multiprises pour réduire la consommation d'énergie
19/09/2024	Focus	Plan de transition écologique 2024 : les diagnostics de performance énergétique
01/10/2024	Bonnes pratiques	Plan de transition écologique 2024 : éclairer les parties communes avec des LED
BIODIVERSITÉ		
20/03/2024	Bonnes pratiques	Tous au Compost ! Édition 2024 du 23 mars au 7 avril
10/04/2024	Évènement siège	Acte 2 du ramassage des déchets sur les bords de Vienne !
14/05/2024	Actions DR	Visite de l'écomusée du sel au cœur de la mangrove de Bandré
30/05/2024	Bonnes pratiques	Comment accueillir la faune dans les jardins ?
31/05/2024		Allier démarche socialement responsable, anti-gaspillage et préservation des ressources
01/10/2024	Actions DR	Transition écologique : les premières actions concrètes à la DR Normandie
01/10/2024		Venez partager un repas (presque) Zéro Déchet et de saison
01/10/2024	Évènement annuel	L'ASP se mobilise pour la semaine européenne de réduction des déchets 2024
01/10/2024	Actions DIR	Plongeon au cœur de l'action avec le jeu « Faisons des merveilles pour les tortues marines »



DATE DE PUBLICATION	THÈME	SUJET
NUMÉRIQUE RESPONSABLE		
13/02/2024	Bonnes pratiques	Numérique ou papier : lequel est le plus écolo ?
11/03/2024	Journée mondiale	Digital Cleanup Day 2024 : c'est parti !
12/03/2024		Digital Cleanup Day 2024 : comprendre l'impact de vos fichiers bureautiques
14/03/2024		Digital Cleanup Day 2024 : un jour « sans »
21/03/2024		Digital Cleanup Day : une première participation réussie
10/12/2024	Sensibilisation en interne	Donnez une nouvelle vie à vos appareils électriques avec Colec
PAROLES D'ACTEURS DE L'ÉCOLOGIE		
17/01/2024	Actions directions	Transition écologique à la DIREEPS, on en est où ?
26/03/2024	Actualités Siège	Entretien avec Daniel Laborde, le nouveau chargé de mission transition écologique de l'ASP
15/10/2024	Actualités DR	Plan de transition écologique 2024 : trois questions à Guillaume Furri, directeur régional ARA et son adjoint Philippe Voisin
30/10/2024	Actualités directions	Plan de transition écologique 2024 : trois questions à Jérémie Tardien, chef de projet achats durables à la DFJL
12/11/2024	Actualités DR	Plan de transition écologique 2024 : trois questions à Lauranne Nicolas et Charles Rilcy, correspondants informatiques à la DIR Antilles-Guyane
SENSIBILISATION		
05/04/2024	Challenge	Ma Petite Planète : on relève le défi ?
24/05/2024	Actualités DR	Fête de la Nature dans les Hauts-de-France
05/06/2024	Journée mondiale	Journée mondiale de l'environnement : génération restauration
05/06/2024	Actualité MyASP	Ouverture de l'espace collaboratif « Transition écologique : tous concernés ! »
06/06/2024	Actualités DR	La cinquième édition du festival Les Nuits des forêts
12/06/2024	Bonnes pratiques	Mon écogeste : j'imprime, si nécessaire
20/06/2024	Bonnes pratiques	Sélection d'ouvrages sur l'agriculture
01/07/2024		Sélection d'ouvrages sur les ressources humaines
24/07/2024		Mon écogeste : je débranche et j'éteins mes appareils !
12/09/2024	Actualités DR	Mon écogeste : je réduis ma vitesse en voiture !
16/09/2024		Premier défi « transition écologique » à Olivet : pari réussi !
11/10/2024		A la DR Normandie, les consignes de tri évoluent !
		Écosystème relationnel, relation usager et transition écologique à l'AG de la DR Occitanie



